



Centre d'Actions et de Réalisations Internationales

CENTRE D' ACTIONS

ET DE

REALISATIONS INTERNATIONALES



RAPPORT d' ACTIVITES 2011

Rue du Courreau - 34 380 - VIOLS LE FORT

 - 00 33 04 67 55 61 18 -  - 04 67 55 74 37 - E-mail : cariassociation@yahoo.fr

Site web: <http://www.cariassociation.org>

Accréditée auprès de la Convention de Lutte contre la Désertification-Nations-Unies - Asso. Loi 1901 Eng.
Dispensateur de formation enregistré sous le numéro **91.34.04115-34** auprès du Préfet de la région Languedoc Roussillon –
Code APE 913 E – n° SIRET 421 221 813 00015

Sommaire

RAPPORT d'ACTIVITES 2011.....	1
1. Le CARI en quelques mots.....	3
1.1 Agir ensemble sur le terrain	3
1.2 Mobiliser la société civile.....	4
2. Le CARI en 2011.....	4
2.1 Le CARI contribue à des rencontres internationales majeures.....	4
2.2 Aperçu de la structure.....	5
3. Le CARI sur le terrain.....	5
3.1 Au Maroc.....	6
3.2 En Tunisie, Programme d'initiative de sauvegarde du patrimoine oasien (ISPO). 7	
4 - Le CARI et l'animation de Réseau.....	9
4.1 Le RADD0.....	9
4.2 Le GTD un réseau d'acteurs de la lutte contre la désertification.....	12
4.3 Le ReSaD.....	15
4.4 DRYNET : une deuxième phase financée par la Suisse pour un réseau qui s'établit comme une référence	16
4.5 DESIRE : la cinquième et dernière année de collaboration avec les équipes scientifiques du projet DESIRE	18
4.6 pS-Eau : des avancées en matière de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau.....	20
5 - Activités diverses.....	22

1. Le CARI en quelques mots

Le CARI est une association de solidarité internationale ou organisation non gouvernementale (ONG) créée en 1998 et qui vient en appui aux initiatives et aux besoins des populations des zones arides, plus particulièrement en Afrique Sub saharienne et en Afrique du Nord.

- Il agit dans le domaine du développement rural et de la lutte contre la dégradation des terres sous les effets de la désertification et du changement climatique.
- Il vise l'amélioration des conditions de vie des populations locales et la lutte contre la pauvreté.
- Il concentre son action sur la gestion et la valorisation des ressources naturelles dans une optique de développement durable.

Pour atteindre ses objectifs, le CARI s'appuie sur les principes et approches de l'agroécologie et de la participation pour AGIR, INTERPELLER et MOBILISER aussi bien à travers la mise en oeuvre de PROJETS de TERRAIN au sud que dans la mise en place et la facilitation de RESEAUX d'acteurs et programmes de développement.

1.1 Agir ensemble sur le terrain

Le domaine de compétences et d'actions du CARI est l'agroécologie des régions chaudes. Cette approche du développement vise l'économie et l'autonomie des populations, en particulier dans le domaine rural et agricole, en conciliant les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable. Sur le terrain, le CARI répond à des demandes qui lui sont faites. Il vient en appui d'associations de base sur des aspects techniques agricoles, à la fois de production et de valorisation des produits, grâce à l'intervention de paysans intervenants, membres du CARI. Toujours en partenariat avec une association locale afin d'assurer un suivi régulier sur le terrain, le CARI ne souhaite pas se substituer aux compétences locales et accompagne ses partenaires dans le renforcement de leurs capacités.

1.2 Mobiliser la société civile

La mise en réseau des acteurs et leur décloisonnement est pour le CARI une nécessité avérée et le gage d'une plus grande efficacité des actions au service du développement.

En matière de plaidoyer en faveur de décisions publiques, les réseaux pèsent d'un plus grand poids et recouvrent une plus grande légitimité. Depuis sa création le CARI est investi dans la cause des zones arides, de leurs populations et de leurs écosystèmes en cherchant non seulement à agir sur le terrain, mais aussi à favoriser la concertation des acteurs et la connaissance des politiques publiques qui s'y rattachent. Du niveau national au niveau multilatéral en passant par le niveau régional, le CARI cherche à améliorer l'identification, la structuration et la prise en compte des voix de la société civile.

2. Le CARI en 2011

2.1 Le CARI contribue à des rencontres internationales majeures

En 2011, le CARI a eu l'opportunité unique de participer à deux événements internationaux majeurs.

Le premier est l'**Assemblée Générale des Nations Unies** : le CARI a eu l'honneur d'être sélectionné comme représentant de la société civile à s'exprimer au cours de l'évènement de haut niveau sur la lutte contre la désertification lors de l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 septembre 2011. Le CARI a pu s'exprimer au nom des ONG impliqués dans la lutte contre la désertification. Pour cela, auparavant le CARI a pris contact au sein des différents réseaux qu'il anime avec ses partenaires afin de recueillir les éléments de chacun d'entre eux et porter la voix du plus grand nombre des ONG sur les questions de lutte contre la désertification.

Le second était la 17^{ième} **Conférence des parties de la Convention des Nations Unies de lutte contre le changement climatique à Durban** en décembre 2011 où le CARI est intervenu avec la Commission Climat de Coordination Sud. Pour le CARI cette rencontre a été l'occasion d'inclure dans les échanges sur le changement climatique, les questions de lutte contre la désertification afin de faire le lien entre ces deux conventions internationales. La rencontre de Durban a permis également au CARI de porter une nouvelle fois la voix des oasis sur la scène internationale en diffusion pour l'occasion un document de position du réseau associatif de développement durable des oasis sur les oasis face aux changements climatiques.

2.2 Aperçu de la structure

Le CARI est composé de 5 salariés permanents représentant 4,3 équivalent temps plein. Il est conduit par un Conseil d'Administration regroupant 11 bénévoles et qui s'est réuni 3 fois en 2011 au cours des Conseils d'Administration et d'un Bureau qui s'est réuni 2 fois.

En 2011 le CARI comptait environ 60 adhérents.

Le CARI a participé aux différentes manifestations associatives localement dans le Département de l'Hérault à savoir la semaine de la solidarité internationale organisée par la Maison des tiers mondes et de la solidarité internationale, la journée des associations organisée par la mairie de Montpellier, il est également intervenu dans des conférences sur l'agroécologie organisées par Ingénieur sans Frontières à Montpellier.

En 2011, le CARI a régulièrement été mentionné dans les médias de la région avec une reprise régulière de ses activités dans le Midi Libre.

Budget 2011 :

Budget global : 460 000 euros

Subventions publiques : 350 000 euros

Subventions privées : 110 000 euros

Masse salariale : 210 000 euros soit 45 % du budget global

Statistiques du site Internet :

Nombre de visiteurs : 8 250

Nombre de pages vues : 21 000

Nombre de document téléchargé : 500

3. Le CARI sur le terrain

Les activités sur le terrain ont été relativement sommaires pour le CARI en 2011. Ceci à la fois pour des raisons internes liées à un surcroît d'activités de réseau et d'une période intermédiaire entre programmes en fin d'activités et nouveaux programmes non encore engagés. Mais aussi à cause de événements qui se sont développés dans les pays du Maghreb d'une part (printemps arabes) et de la région sahélienne d'autre part (insécurité, enlèvements) . On peut considérer 2011 comme une année de transition à cet égard.

3.1 *Au Maroc*

RAPPEL : Le CARI a été partenaire des programmes oasis sud et Tafilalet dès 2007 sur les questions d'agroécologie appliquée et de valorisation des productions. Tout au long de ce partenariat le CARI a accompagné des associations de base et des coopératives agricoles dans la mise en oeuvre de projet de développement.

Les programmes oasis du sud et Tafilalet ayant pris fin en 2010, l'année 2011 a constituée une année de transition.

Une mission en mai sur la province de Tata a permis de faire le point sur les activités et d'évaluer la pertinence de poursuivre les actions. La rencontre avec les partenaires a permis de faire le point sur l'avancée des projets et les activités qui y sont encore menées.

Certains projets continuent d'être soutenus dans le cadre de programmes de développement locaux. Dans cette situation et après discussion avec ses partenaires, le CARI a estimé que son intervention ne devait pas faire doublon et n'était donc pas indispensable à ce stade. Cependant sur ces projets, le CARI reste en lien étroit avec les partenaires. Des demandes de formations supplémentaires ont d'ailleurs été faites depuis au CARI.

A l'inverse d'autres projets font clairement la demande pour une poursuite du partenariat. C'est le cas de la coopérative El Batha à Foug Zguid engagée dans la construction d'une filière de henné certifié Agriculture Biologique. Le CARI s'est donc engagé dans une recherche de soutien financier pour pouvoir poursuivre son appui à ce projet. C'est également le cas pour la coopérative de femmes à Afra à qui le CARI a demandé de préciser sa demande.

Afin d'optimiser sa présence sur place le CARI a organisé une visite d'échange d'expérience avec l'association de Jorf dans le Tafilalet sur Foug Zguid. Cette rencontre a été l'occasion de renouveler notre engagement mutuel et de se mettre d'accord sur la poursuite des projets communs. Le CARI s'est engagé dans une recherche de soutien financier et a pu identifier différents bailleurs potentiels.

La participation en novembre 2011 au salon international des dattes à Erfoud fut l'occasion d'un déplacement dans l'oasis de Jorf au Tafilalet. Ce déplacement a permis de faire le point sur l'évolution des activités et d'élaborer avec l'association et la ferme partenaire un projet commun de ferme pilote en agroécologie.

Concernant le territoire de Tata, devant la multiplication des acteurs et des projets, le CARI, avec le soutien de la Fondation pour la Nature et l'Homme, a mis en place un stage pour avoir une photographie précise des dynamiques en cours sur ce territoire. Ce stage a confirmé la nécessité pour le CARI d'ancrer son intervention au niveau des projets cités précédemment et ceci dans la durée. De la même manière, le lien avec les municipalités et institutions locales comme la Direction Provinciale de l'Agriculture répondent à une nécessité de mise en relation des acteurs.

PERSPECTIVES :

La transition est un processus long qui contraste avec l'implication forte des dernières années sur ces territoires. Cependant elle est l'occasion de renforcer les liens avec les différents partenaires et de se donner les moyens de concrétiser ce qui a été engagé depuis 2007. Les enjeux de 2012 sont d'ailleurs bien là.

3.2 En Tunisie, Programme d'initiative de sauvegarde du patrimoine oasien (ISPO)

RAPPEL : le programme d'Initiative de Sauvegarde du Patrimoine des Oasis du Sud Tunisien (ISPO) a été initié en 2008 avec l'appui de la coopération monégasque. Il s'agit d'un partenariat avec 3 associations et un groupement agricole pour la sauvegarde du patrimoine des oasis du sud tunisiens :

- Association de Sauvegarde de l'Oasis de Chénini (ASOC) pour Chenini
- Association des Jeunes de Zemmour (AJZ) pour Ksar El Hallouf
- Le Club UNESCO de Nafta pour Nafta
- Le Groupement de Développement pour Kettana Agricole (GDA) de Kettana 1

L'ASOC est responsable de la mise en oeuvre du projet sur les trois oasis Chenini, Kettana, et Ksar el Hallouf en lien avec le CARI qui est chargé des activités sur Nafta et de créer une dynamique associative entre les partenaires en lien avec ASOC. Dans le cadre du renforcement des capacités des partenaires, l'ASOC reste responsable du projet pour la seconde année mais la coordination va être confiée à l'AJZ.

Ce projet est donc construit sur deux composantes avec des activités différentes, mais toujours basées sur les principes de l'agroécologie.

Les activités en 2011 ont été relativement retardées du fait de la révolution arabe qui a vu le jour fin 2010, début 2011 et qui a mobilisé fortement la société civile tunisienne.

Les activités prévues par l'ensemble des partenaires a pu être maintenu à savoir :

- A Chenini, la production de compost artisanal c'est développé à travers la plateforme de compostage, la sensibilisation à la protection de l'oasis a été mise en place à travers la mise en pédagogie de la plateforme de compostage artisanal permettant d'accueillir aussi bien des agriculteurs que du grand public type scolaire.
- A Kettana, la plantation d'arbres fruitiers et de palmiers c'est poursuivit en 2011, le jardin de la biodiversité mis en place en 2010 c'est étoffé en 2011 permettant d'accueillir les acteurs de la région et de les sensibiliser à la biodiversité de l'oasis.
- A Ksar El hallouf, la plantation d'arbres fruitiers avec la technique de poche en pierre, permettant une meilleure conservation de l'eau dans le sol et donc des économies d'eau d'irrigation, a été poursuivi en 2011. Des panneaux didactiques ont été également installés pour la sensibilisation à la conservation de la biodiversité de l'oasis.
- Des échanges d'expériences ont également eu lieu entre les associations afin que chacune puisse profiter de l'expérience des autres.
- Concernant Nefta, le CARI ne pouvant intervenir en 2011 sur Nefta du fait de la remise en question du partenaire associatif et des difficultés de dialogue entre les institutions locales, il a été convenu avec Monaco que le CARI réaliserait des formations au profit des 3 autres associations et que tout serait mis en œuvre pour favoriser la participation des acteurs de Nefta. Pour cela en juillet 2011, un groupe de 3 tunisiens est venu en France pour une semaine de découverte et d'échange avec des acteurs de la région du Languedoc Roussillon qui ont une expérience réussie en agroécologie et/ou en valorisation des productions locales. Une formation a également été mise en place en décembre 2011 à Matmata sur la mise en place d'un plan de communication associatif suite à la demande faite par les 3 partenaires tunisiens. A la même période une formation à la technique de pépinière sur couche chaude a été réalisée auprès des agriculteurs de l'oasis de Chenini sur 2 jours et une sensibilisation auprès des scolaires de Chenini et Beni Khedache sur les conséquences du changement climatique pour les oasis de Tunisie a été réalisée.

Perspectives

Ce projet c'est achevé après 3 années en décembre 2011. Un rapportage plus détaillé est actuellement en cours dans l'objectif de faire une évaluation de ce

programme et d'échanger avec l'ensemble des partenaires sur les potentialités de poursuivre une seconde phase sur ce projet.

3.3. Le CARI dans l'Hérault : appuyer une communauté de gitans

L'action « Ecojardinage auprès des gens du voyage » à Pignan se déroule depuis plusieurs années dans le cadre d'une convention annuelle entre la direction de l'insertion du Conseil Général 34 et le CARI. Il s'agit d'accompagner (environ 2 demi journées par mois) plusieurs familles gitanes bénéficiaires du RSA dans la réalisation d'un jardin potager et dans l'amélioration de leur environnement (plantation de haies, clôtures, nettoyage,...).

C'est aussi une participation mensuelle à un « comité technique » réunissant des partenaires administratifs et sociaux qui tentent d'améliorer la situation générale de ces personnes et de guider les volontaires vers un habitat définitif.

Dans ce but ont été créés à Pignan des « terrains familiaux », sorte de transition entre le nomadisme et la sédentarisation. Sur un espace aménagé (eau, électricité, sanitaires et cuisine), 14 familles ont été installées. Notre contribution consiste en conseil, en animations liées aux espaces verts voire des suggestions sur l'amélioration du bâti. Mais surtout d'apporter l'expérience et la confiance acquises auprès de ces familles marginalisées dans un milieu rural qu'elles ont tendance à dégrader.

4 - Le CARI et l'animation de Réseau

3.3 Le RADD0

RAPPEL : né en novembre 2001, le Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis (RADD0) est un réseau d'associations actives au Maghreb pour la sauvegarde des oasis. Tout en étant l'initiateur, le CARI y est inscrit en tant que facilitateur.

Afin de remplir les objectifs qu'il s'est fixé et de renforcer sa dynamique de réseau, le RADD0 a déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE) français et de la CAIXA, banque de développement espagnole, un projet pour la gestion durable des ressources des oasis au niveau des 4 pays du réseau.

Ce projet appelé PACO (Programme d'Actions Concertées des Oasis) présente deux composantes :

Le renforcement des capacités de la société civile oasienne

Et une plus technique sur la gestion des ressources naturelles (biodiversité, valorisation des productions, agroécologie et gestion de l'eau).

Le RADDO a poursuivi son activité en 2011 grâce à la reprise par l'AFD du cofinancement accordé par le MAEE. Ce nouveau PACO a pris effet dès mars 2011 ce qui fut l'occasion de réunir tous les membres lors d'une réunion de lancement à Montpellier du 21 au 25 mars. Cette rencontre a permis de jeter les bases du nouveau projet et de travailler sur le fonctionnement du réseau. Le RADDO en a profité pour rencontrer des scientifiques impliqués sur la question oasienne afin de favoriser la coopération. Cette semaine de travail s'est achevée sur une rencontre grand public répondant aux objectifs de sensibilisation et d'information du RADDO.

Pour cette nouvelle phase, le CARI a été désigné responsable de la coordination régionale. Celle-ci sera complétée par un binôme tournant avec un point focal afin d'assurer, à moyen terme, son transfert au Maghreb. Dans l'ordre, l'ASOC, l'APEB, Tenmiya et l'ALCESDAM assureront ce binôme.

Finalement l'année 2011 aura permis de mettre en place les outils nécessaires à la coordination, au suivi des activités et au fonctionnement du réseau : canevas des reportages, notes méthodologiques, charte (...). Le CARI souhaite mettre en place un monitoring régulier par l'intermédiaire de reportages mais également de réunions téléphoniques et d'échanges d'email.

Le CARI a également accompagné ses partenaires dans la conception et la réalisation de leurs activités.

La participation à la COP10 de l'UNCCD à Changwon en Corée, la tenue d'un side event et une publication avec l'IPADE sur les oasis « lutte contre la désertification et la pauvreté, deux défis, une solution » fut l'occasion pour le CARI de présenter la problématique oasienne et l'engagement plus large du RADDO. De la même manière, le RADDO aura saisi l'occasion de la présence du CARI aux négociations sur le changement climatique à Durban (COP17 UNFCCC) pour mettre en avant l'intérêt des oasis dans la lutte contre le changement climatique en même temps que la nécessité de leur préservation.

Enfin l'année 2011 aura permis au RADDO d'améliorer sa communication grâce à son site Internet avec plus de 2000 visiteurs annuels, sa mise à jour régulière, la rédaction des numéros 2 et 3 d'El Waha et la mise en place d'une newsletter mensuelle distribuée à plus de 200 personnes.

Un travail de sensibilisation a été engagé par la création d'un jeu sur les oasis dont les premiers tests ont déjà eu lieu et dont la finalisation devrait avoir lieu début 2012 au cours du Forum Mondial de l'Eau.

En termes de dynamique par pays on retiendra :

- En Mauritanie, l'obtention de financements supplémentaires pour le renforcement de la dynamique de réseau sur la région de Tidjikja, l'organisation et la participation à un séminaire national sur la sécurité alimentaire
- Au Maroc, le point focal ALCESDAM s'est attaché à participer aux rencontres nationales sur les oasis avec notamment sa participation au salon international des dattes en novembre et la prévision d'un stand RADDO pour la prochaine session.
- En Algérie, l'association APEB s'est attelée à l'organisation du RADDO national avec la création d'un Comité de Suivi Permanent algérien. Elle a également participé et co-organisé le symposium international sur le palmier dattier
- En Tunisie, malgré la révolution, la participation au programme SIPAM (systèmes ingénieux de patrimoine agricole mondial) initié par la FAO permet de faire le lien avec les initiatives existantes ; les formations associatives furent l'occasion de renforcer le réseau.

PERSPECTIVES :

La fin de la première année du PACO 2 prévue pour mars 2012 annonce un important travail de rapportage indispensable à un premier bilan et la justification du soutien qui est accordé au RADDO par les bailleurs de fonds.

Le RADDO débutera la nouvelle année 2012 en participant activement au Forum Mondial de l'Eau à Marseille grâce à l'espace Terres arides et oasis mis en place par le CARI. Cette rencontre sera aussi l'occasion d'une réunion interne de bilan pour le réseau.

Pour plus d'informations www.raddo.org

3.4 Le GTD un réseau d'acteurs de la lutte contre la désertification

RAPPEL :

Le Groupe de Travail Désertification (GTD) est un réseau français d'acteurs diversifiés (associations, scientifiques, organisations professionnelles agricoles, collectivités locales) mobilisés dans le domaine de la lutte contre la désertification (LCD). Cette plateforme d'acteurs est animée par le CARI.

Ses actions se concrétisent en terme :

de plaidoyer : suivi et contribution aux réflexions et négociations en France et à l'international sur le thème de la lutte contre la désertification,

de transmission des savoirs : diffusion d'information et création de supports pédagogiques,

de renforcement de capacités : organisation de formations et mise en place de journées de sensibilisation à la LCD.

En 2011, une grande partie des activités du GTD s'est portée sur le suivi des rencontres de l'UNCCD :

- Lors du **CRIC9** (du 16 au 25 février 2011) , la participation du GTD a coïncidé avec la valorisation des activités d'ONG françaises à travers la compilation de 16 fiches d'expérience documentées rassemblées et analysée dans le "rapport France société civile", ceci permettant par la même occasion de contribuer à la soumission de rapports de la société civile au processus UNCCD.
- A l'**Assemblée Générale des Nations Unies** (AGNU, le 20 septembre 2011) où le CARI est intervenu dans une réunion de haut niveau sur la désertification.
- A la **COP10** (Corée du sud - du 10 au 22 octobre 2011), où le CARI et Eau vive ont pour le GTD suivi les négociations en cours et diffusés des cartes postales afin d'interpeller les participants à la COP sur divers sujets en cours de discussion dans cette enceinte.
Enfin, le CARI a été désigné comme membre et président du **panel de sélection des OSC mis en place suite à une décision de la COP9**. La participation du CARI dans ce cadre est allé très au-delà de son mandat initial de sélection pour remplir une véritable fonction de facilitation et coordination au cours des CRIC9 et COP10
- En lien avec la commission climat de Coordination Sud, le CARI aussi participé à la contribution des OSI françaises à la COP17 de l'UNFCCC à Durban à laquelle il a aussi participé. Outre les « chos de Durban » publiés et diffusés en temps réel pendant la conférence, un atelier de restitution et un document de bilan seront publiés à ce sujet en 2012.

Au niveau national, le GTD a poursuivit son travail :

- Travail d'animation : vers un décloisonnement des acteurs et des thématiques notamment à travers la participation du CARI aux travaux de la Commission Climat de Coordination Sud, mais aussi à la co-organisation avec le groupe biodiversité et développement mis en place par l'AfD et le MAEE d'une journée d'échanges, le 13 janvier 2011 intitulée « services écosystémiques et sécurité alimentaire ». Cette dernière a donné lieu à d'autres concertations nationales co-pilotées par le MAEE, l'AfD et le GTD en vue d'une publication sur "les systèmes de production durables en zone sèche" qui sera présentée au forum mondial de l'eau en mars 2012.
- Travail de capitalisation d'expériences : un chantier a été initié par le GTD sur l'agroécologie en zones arides avec un recueil de 12 fiches d'expérience. L'analyse de ces expériences donnera lieu en 2012 à une publication.
- Travail de communication : en alimentant le site Internet du GTD notamment avec l'envoi de la newsletter relayant tous les mois à plus de 900 contacts, les actualités du site Internet du GTD, "les mensuelles LCD"
- Travail de mobilisation des collectivités locales françaises : le GTD a aussi poursuivi son travail avec les collectivités françaises concernant l'appel à projet FFEM en lien avec le Programme régional de gestion durable des terres (PRGDT) du CILSS mais aussi vers une mobilisation de ces acteurs à la fois à travers une réunion des collectivités mais aussi via l'invitation du président du groupe pays Niger Cité Unies Frances(CUF) au CRIC9 pour intervenir au sujet des difficultés rencontrées du fait de l'insécurité.
- Travail de sensibilisation du grand public à travers l'implication du CARI, des membres du GTD notamment lors de la journée mondiale sur le lutte contre la désertification le 17 juin en faisant le lien avec la semaine solidaire et Africaine à l'initiative du Chanteur Tiken Jah Fakoly. Mais aussi par des interventions radio sur RFI, et l'organisation de projections ou d'interventions ponctuelles. Ces interventions variées permettant de toucher un public diversifié.

Encadré Résultats :

<p>PLAIDOYER ET PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Participation au CRIC9 - février 2011 Partenaires impliqués : CARI, Eau vive, CNCOD, SPONG, CUF, STM - Intervention du CARI à l'AGNU - segment de haut niveau Désertification le 20 septembre 2011 - COP10 - octobre 2011 Partenaires impliqués : CARI et Eau vive - Animation de l'atelier-débat, "Lutte contre le changement climatique: quelle participation des pays en développement? Enjeux et controverses" 7 mars 2011 - Participation à la COP17 Durban avec la commission Climat de Coordination Sud
<p>COMMUNICATION</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Site Internet GTD www.gtdesertification.org Statistiques : 4 217 Visites ; 9 818 Pages vues ; 65,78 % Nouvelles visites (en %) Nombre d'actualités en 2011 : 81 - Diffusion de 10 Mensuelles LCD à 900 contacts - Mise en place d'une Page Facebook du GTD en février 2011 - Recueil de 12 fiches d'expériences LCD sur l'agroécologie
<p>SENSIBILISATION</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Intervention du CSFD et CARI au DESS Environnement «Désertification, LCD, UNCCD» - 15 mars - Cinéma Utopia Projection du film Office du Niger « Du travailleur forcé au paysan syndiqué » et débat IRAM, Eau vive, CARI avec Faliry Boly (Sexagon) - 26 avril - Journée Mondiale sur la lutte contre la désertification, 17 juin <ul style="list-style-type: none"> o Organisation de la table-ronde « Terres dégradées vies dégradées » avec Tiken Jah Fakoly et des membres et partenaires du GTD (Eau vive, SoS Sahel, GRDR, CARI) o 18 et 19 juin spécial LCD « Ce n'est pas du vent ! » RFI avec des représentants du SOS Sahel, CNCOD, CSFD http://www.rfi.fr/emission/cest-pas-vent

--	--

3.5 Le ReSaD

RAPPEL :

Le RéSaD (Réseau Sahel Désertification) s'inscrit dans une dynamique de renforcement mutuel de capacité de 4 plateformes nationales (Burkina Faso, France, Mali, Niger) notamment pour accroître la participation de la société civile dans les politiques nationales de ces 4 pays et dans les politiques internationales en particulier dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification. Outre le partage des connaissances des actions de plaidoyer, le projet souhaite aussi appuyer par des micro financements des initiatives locales et des échanges d'expériences techniques en matière de lutte contre la désertification, entre les 4 plateformes d'acteurs de la société civile suivantes :

le Groupe de Travail Désertification (GTD www.gtdesertification.org) en France,
le Secrétariat Permanent des Ong (SPONG) au Burkina Faso,
le Comité National de Coordination des Ong sur la Désertification (CNCOD) au Niger,
et le Groupe de coordination des Zones arides (Gcoza) au Mali.

Les objectifs du RéSaD sont les suivants :

Etablir une concertation et une mise en réseau nationale et internationale
Renforcer les capacités des acteurs locaux et des institutions
Contribuer aux politiques publiques de développement
Mutualiser, capitaliser les leçons et expériences, et communiquer à destination des acteurs impliqués dans la lutte contre la désertification
Mobiliser l'opinion publique
Le CARI est coordinateur du RéSaD.

De nombreuses difficultés rencontrées en 2011, dans le cadre de la mise en œuvre des activités du RéSaD (manque de financement, insécurité politique au Niger et au Mali, rupture de la convention avec notre partenaire malien...) ont eues pour conséquence, la difficile articulation du travail du GTD avec les plateformes du RESAD du Mali, du Niger et Burkina Faso et du retard dans la mise en œuvre du plan d'action.

Malgré les embûches, le RéSaD a maintenu son activité. Aussi, sa première participation officielle au sein de l'UNCCD a eu lieu en février lors de la tenue du CRIC9 (9ème session du comité de révision de l'UNCCD). Ainsi avec le GTD et Drynet, il appelle à des recommandations pour une participation opérationnelle des organisations de la société civile à la mise en œuvre de l'UNCCD et a participé à un table ronde le 21 février 2011 à 13 heures intitulée "Sahel : quand insécurité et absence de développement couchent dans le même lit" et une conférence-débat le 22 février à 18h intitulée "Bonnes pratiques et plaidoyer de la Société Civile pour accroître l'efficacité de la lutte contre la désertification". Cette participation a notamment donné lieu à un article dans la lettre d'information du réseau, les nouvelles du RéSaD de juin 2011 disponible en français et anglais sur la page Internet du RéSaD http://www.cariassociation.org/IMG/pdf/Newsletter_Resad-juin_2011_vf.pdf et sur le site Internet de Drynet www.dry-net.org

Le RéSaD s'est réuni à Ouagadougou au Burkina Faso en juillet 2011 afin de faire un bilan collectif de cette première année de mise en œuvre au Burkina Faso, Mali, Niger et en France. La session s'est clôturée par la signature de la convention GCoza Mali- CARI qui acte officiellement au Mali le lien entre le réseau international Drynet et le RéSaD. En effet, GCoza Mali le nouveau représentant du RéSaD au Mali est aussi membre de Drynet. Ce lien entre les deux réseaux est une avancée pour chacun d'eux : une base plus forte au Sahel pour Drynet et une ouverture plus grande à l'international pour le RéSaD.

Une page Web est consacrée au RéSaD sur le site du CARI www.cariassociation.org/resad

3.6 DRYNET : une deuxième phase financée par la Suisse pour un réseau qui s'établit comme une référence

Le réseau DRYNET coordonné par l'ONG Both ENDS des Pays Bas avait fonctionné sur les ressources propres de ses membres depuis la fin de la contractualisation de trois ans avec l'Union Européenne. Après cette période pendant laquelle le réseau n'a toutefois pas entièrement cessé ses activités, une nouvelle phase a pu être lancée en 2011 avec un cofinancement de 1.5 millions d'Euros en provenance de la Suisse. Toutefois ce financement ne représente que 40 % du coût de la proposition de projet pour trois ans. De plus la Suisse met comme condition l'obtention d'un cofinancement au plus tard à la fin de l'année 2.

Les activités menées en 2011 ont débuté par la réunion de cadrage et de lancement de la phase 2 en Bolivie chez le partenaire Probiomia ; une formation sur le fonctionnement d'un réseau interculturel a également pris place dans cette réunion au plus grand profit des participants, par exemple en mettant en évidence les modes de communication internes les plus appropriés entre acteurs à distance de plusieurs cultures.

Grâce à son expérience le CARI a été sollicité pour faire partie de trois comités internes au réseau : le comité de pilotage (comprenant les membres les plus expérimentés et Both ENDS qui ne souhaite pas porter seul le projet), le comité de plaidoyer (en particulier en vue des actions de plaidoyer lors des manifestations et rencontres de l'UNCCD), et le comité de mobilisation de financements (entres autres pour la recherche active du cofinancement nécessaire).

Le CARI s'est appliqué à contribuer à ces travaux du mieux qu'il pouvait.

Concernant le plaidoyer le CARI a systématiquement articulé les travaux réalisés dans le cadre du GTD avec DRYNET. Mais aussi ceux réalisés dans le cadre du RADD0 (sauvegarde des Oasis) et du RESAD. De cette manière tous ces réseaux ont pu délivrer des messages communs lors du CRIC9 à Bonn et de COP10 à Changwon.

Dans le même esprit c'est par le vote coordonné de DRYNET que P. Burger du CARI a pu être sélectionné comme l'un des deux panelistes de la Société Civile (SC) prévus pour siéger dans le groupe ad'hoc devant désigner les OSC soutenues financièrement pour leur participation au CRIC9 et à la COP10. Ce panel a travaillé tout au long de 2011 et a produit un ensemble de recommandations dans un rapport devant permettre une meilleur mise en œuvre de la décision5/COP9 à l'avenir. Ce faisant le CARI a été largement sollicité par les OSCs au cours du CRIC et de la COP pour informer, former et faciliter les travaux des ONG en particulier pour la préparation des Open Dialogue Session

Outre ces sessions collectives de la SC, le CARI a également favorisé les actions conjointes du GTD, du RADD0 et de DRYNET dans le cadre du montage de side event. Le CARI n'a bénéficié d'aucun financement additionnel pour ce travail dont on peut dire qu'il a été financé par GTD et DRYNET et les bailleurs qui soutiennent ces réseaux.

Fait particulièrement exceptionnel, le CARI a été sélectionné comme le porte parole de la société civile mondiale impliquée dans la lutte contre la désertification pour intervenir lors du panel de haut niveau sur la désertification dans le cadre de l'assemblée Générale des Nations Unies le 20 septembre 2011 à New York. Là encore ce sont les messages collectés par le CARI dans les réseaux RADD0, GTD et DRYNET qui ont pu être portés. Grâce au dispositif EGIDE, le CARI a pu subvenir financièrement aux coûts de cette mission.

Par ailleurs Le CARI a également apporté son concours à la recherche de fonds pour DRYNET, notamment dans un dialogue avec le Ministère des Affaires étrangères de Norvège, l'IUCN, DANIDA au Danemark, l'Union Européenne et le Mécanisme Mondial. C'est sur ce dernier dossier que le CARI a été le plus actif bien que l'ensemble des discussions mettent du temps pour aboutir pour différentes raisons, en particulier une conjoncture internationale peu favorable et une difficulté de la lutte contre la dégradation des terres à susciter un grand intérêt.

Un autre acquis de l'année 2011 aura été, à l'initiative du CARI, de faire entrer un membre du réseau (le GCOZA au Mali) en tant que membre de DRYNET permettant ainsi une articulation plus étroite des travaux de DRYNET à l'échelle mondiale avec le monde francophone des pays subsahariens. Grâce à l'articulation effective des réseaux RADDO, RESAD, GTD et DRYNET on peut estimer qu'une véritable participation de la société civile s'articule à l'échelle internationale et que le CARI en est l'un des acteurs d'interface.

Lors de COP10 à Changwon il n'est dès lors pas étonnant que les OSCs présentes aient sollicité le CARI comme devant prendre le leadership sur la création de la coalition mondiale prônée dans l'Initiative de Changwon. Pour le moment ce chantier n'a pas encore pu être abordé

3.7 DESIRE : la cinquième et dernière année de collaboration avec les équipes scientifiques du projet DESIRE

2011 est la 5^{ème} et dernière année du projet DESIRE. L'objectif de celle-ci, pour l'ensemble des équipes de recherche impliquées dans le programme, est de récolter les derniers résultats et de les analyser afin de les diffuser.

La communication des résultats : un rôle pas toujours facile !

Pour cette dernière année donc, notre énergie a été essentiellement mobilisée pour la rédaction de policy briefs (documents de positions destinés aux décideurs politiques).

Ce travail n'est pas simple, beaucoup de données collectées tout au long du projet par les chercheurs n'ont pas encore été analysées quelques semaines avant la fin du projet ! Il nous est donc difficile de les communiquer. De plus le travail de co-rédaction avec les équipes de chercheurs du monde entier est un vrai casse tête, comment récrire des documents pour les rendre plus attractifs et faciles à lire sans dénaturer le message des scientifiques, sans aller vers la caricature.

Après plusieurs mois d'intenses échanges avec les chercheurs deux types de policy briefs ont été publiés :

- des policy briefs globaux, qui traitent des sujets généraux comme les changements climatiques, les migrations, l'agriculture, etc. Le CARI a notamment travaillé à la publication d'un document sur la mobilité dans les zones touchées par la désertification.
- des policy briefs nationaux, nous avons coordonné la publication de document de position rédigé par les équipes des 16 sites d'étude DESIRE. Ainsi le CARI a coordonné la publication de policy briefs par les équipes du Cap vert, du Maroc, de Tunisie, du Mexique, du Chili, et de Grèce. (Ils sont accessibles sur le site : <http://www.desire-his.eu> dans la rubrique « Study site »).

Notre rôle de membre du comité de pilotage du projet nous a amené à participer à plusieurs rencontres organisées dans le cadre du projet :

- La réunion du comité de pilotage du projet à Spetses en Mai où nous avons fait le point sur l'avancé du projet et mis à jours la liste des tâches qu'il restait à réaliser avant la fin du projet. Nous avons également discuté des choix concernant les opportunités de communiquer sur les résultats du projet.
- La réunion du panel de suivi du projet de l'Union Européenne (principal bailleur du projet) en juin.
- Et la dernière réunion plénière du projet à Almeria en Octobre. Où, une dernière fois réuni, les différents partenaires du projet ont fait le bilan du travail réalisé. Lors de cette rencontre nous avons discuté avec chaque équipe responsable des sites d'études afin d'élaborer une stratégie de communication envers leur décideurs politiques. Nous avons également organisé un atelier pour faciliter, ce travail de réflexion et les échanges d'expérience entre les équipes des différents sites d'étude.

Qu'est ce que DESIRE a apporté aux acteurs de la lutte contre la désertification ?

DESIRE a réuni 26 instituts de recherche et 2 ONG pour tester la mise en œuvre, dans 16 sites d'étude à travers le monde, d'approches et de techniques de lutte contre la désertification. Ce projet a permis de mettre en place de nombreuses méthodes très utiles pour les acteurs impliqués dans la gestion des territoires touchés par la désertification. CARI et Both Ends, en tant que partenaires du projet en charge, notamment, de rendre accessible les résultats du projet aux utilisateurs potentiels, ont participé à faciliter leur diffusion.

Parmi ces méthodes élaborées dans le cadre du projet, plusieurs sont de nature à faciliter et améliorer notre travail d'ONG impliquée dans la lutte contre la désertification, on peut citer :

- Le logiciel « *desertification risk assessment tool* » qui permet d'évaluer le risque de désertification d'un territoire en renseignant un certain nombre de paramètres, et d'évaluer l'influence de la mise en place de mesures de gestion sur ce même territoire. <http://www.desire-his.eu/en/assessment-with-indicators/desertification-risk-assessment/570-offline-desertification-risk-assessment-tool>
- Le logiciel « *Multi Objective Decision Support System (MODSS)* » Un outil d'aide à la décision participative pour la mise en place de techniques et d'approches de conservation et de gestion de l'eau et des sols. <http://www.desire-his.eu/en/potential-strategies/part-3-selecting-strategies-thematicmenu-179>
- Le guide « *Field measuring and monitoring methods for on-site effects of soil and water conservation measures* » Méthode de suivi et de mesures sur le terrain des effets des techniques de conservation du sol et des eaux mises en place. <http://www.desire-his.eu/en/implementing-field-trials/methodologies>
- Et enfin une méthode pour modaliser la mise en œuvre d'une stratégie de lutte contre la désertification afin d'identifier les zones où celle-ci est pertinente et économiquement viable. (Par exemple pour la mise en place d'une politique publique généralisée à une région) <http://www.desire-his.eu/en/regional-remediation-strategies>

Tous ces outils peuvent être utiles aux acteurs de terrains notamment pour évaluer l'impact de leurs actions et ainsi argumenter une démarche de plaidoyer pour généraliser une stratégie de lutte contre la désertification qui s'est avérée efficace.

Il nous revient à nous, les deux associations partenaires du projet, de continuer à faire en sorte que ces outils soient accessibles au plus grand nombre d'utilisateurs possibles notamment les ONG impliqués dans la lutte contre la désertification à travers nos réseaux (DRYNET, RéSaD, RADD0, ...).

3.8 pS-Eau : des avancées en matière de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

L'objectif général du pS-Eau est de contribuer à améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement dans les pays en développement en appuyant et en développant des actions de solidarité internationale pour l'accès à l'eau et l'assainissement

dans les pays en développement. Il s'agit notamment de faciliter et encourager le développement des initiatives en faveur de l'accès à l'eau et l'assainissement
Les activités conduites par le pS-Eau pour atteindre cet objectif sont de l'ordre de :

- Améliorer l'accès à la connaissance et la compréhension des enjeux du secteur Eau potable et assainissement
- Renforcer les compétences des acteurs du secteur de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et améliorer la cohérence de leurs actions
- Valoriser et diffuser l'information nécessaire aux acteurs du secteur de l'eau potable et assainissement

Concernant les activités développées au sein de l'antenne Méditerranée du pS-Eau :

- Etude collectivités locales marocaines

Cette étude des financements et appuis accessibles aux collectivités locales marocaines s'inscrit dans la continuité de l'atelier « Eau, Assainissement et Coopération Décentralisée ». Ce dernier a été organisé en décembre 2008 à Agadir par le pS-Eau, l'Ambassade de France au Maroc et ses partenaires marocains : Secrétariat d'Etat à l'eau et l'environnement (SEEE), Direction Générale des Collectivités locales (DGCL), Office Nationale de l'Eau Potable (ONEP). Cette étude répond à des demandes exprimées par les collectivités locales lors de l'atelier d'Agadir, qui sont principalement les suivantes :

- o mise en contact et échanges, pour une meilleure connaissance entre les collectivités locales et leurs potentiels partenaires et appuis financiers ;
- o formation, et renforcement des capacités de gestion locale.

L'objectif principal de cette étude commencé fin 2010 et finalisée début 2011 est de dresser un inventaire de l'ensemble des appuis et financements existants et accessibles aux collectivités locales marocaines en matière d'eau et d'assainissement.

Le document publié en février 2011 a été diffusé à l'ensemble des acteurs de la base de données du pS-Eau marocain intervenant au Maroc. Des canaux de diffusions ont été également trouvés au sein d'autres partenaires comme Marocoop par exemple au Maroc.

- Page Internet Maroc

A la suite de cette étude, une page Maroc a été mise en place sur le site Internet du pS-Eau permettant de pouvoir obtenir les informations principales pour les acteurs souhaitant développer des actions de solidarité international dans le domaine de l'eau et l'assainissement au Maroc. Cette page permet

d'obtenir les acteurs qui interviennent au Maroc, les actions développées par ses acteurs, et les documents de référence propre au Maroc.

- Appui/conseil en région Languedoc Roussillon

L'appui conseil en Languedoc Roussillon en 2010 s'est orienté vers la mobilisation des acteurs de la Région Languedoc particulièrement autour des collectivités du département de l'Hérault suite à la convention du pS-Eau avec le Conseil Général axée autour de :

- o l'accompagnement des acteurs héraultais (collectivités et ONG) dans leurs actions de solidarité internationale sur le thème de l'eau ;
- o la sensibilisation et la mobilisation des collectivités locales du département à la mise en oeuvre de la loi Oudin Santini.

Des perspectives ont également été développées avec des collectivités du département du Gard comme la ville du Vigan qui souhaite se lancer dans la coopération internationale au mali avec la ville de Pel au pays Dogon.

- Mobilisation des syndicats

Dans le cadre du partenariat avec le Syndicat des eaux d'Ile de France, le pS-Eau avait en charge d'organiser 2 réunions d'échange avec les syndicats de France mettant en oeuvre ou souhaitant mettre en oeuvre des actions de coopération décentralisée. L'un de ces réunions était organisé pour les syndicats du Sud de la France afin d'échanger leur expérience, mais aussi d'identifier ceux qui souhaiteraient témoigner de leur expérience lors du Forum mondial de l'eau de Marseille ou ceux qui souhaiteraient annoncer leur engagement à cette occasion.

Pour des raisons de disponibilités des acteurs, la réunion prévu en décembre a été repoussé en début février 2012.

5 - Activités diverses

5.1. Quelques interventions extérieures

Une conférence sur « l'agroécologie peut-elle nourrir la planète » a été donnée par Patrice Burger en compagnie de Michel Griffon dans le cadre de SUPAGRO Montpellier en novembre 2011 dans la série « culture et science » et en lien avec ISF

Ce cycle de conférences-débats et débats-films a pour objectif de favoriser la diffusion de la culture scientifique et technique au sein des campus en relation avec les disciplines enseignées au sein de l'établissement. Il contribue à la formation des futurs ingénieurs et visent à sensibiliser plus largement tous les étudiants, les personnels et les partenaires (organismes de recherche, universités, grandes écoles, entreprises, collectivités, ...) de Montpellier SupAgro, à des sujets d'actualité en relation avec les sciences agronomiques. Elles sont ouvertes au public montpelliérain et des environs qui a la possibilité d'y participer gratuitement.

« Les CultureSciences » s'articulent autour de six rendez-vous annuels généralement programmées le mardi de 18h00 à 20h00. Ce cycle est construit sur des axes thématiques récurrents : conférence inaugurale avec une personnalité scientifique, conférence sur le développement durable, conférence sur l'histoire des sciences, conférence sur un retour d'expérience d'étudiants, conférence controversée, conférence sur la responsabilité des ingénieurs.

Les questions posées lors de ce débat riche et très suivi : l'agroécologie : intensification écologique? Nouvelle forme de production? L'agroécologie est une réponse possible aux nombreuses crises du monde agricole. A travers d'exemples concrets et de données internationales, nous découvrirons ce qu'est l'agroécologie et nous nous interrogerons sur les questions suivantes : A quelle échelle l'agroécologie se développe-t-elle actuellement et peut-elle s'étendre à toute la planète? L'agroécologie peut-elle nourrir la planète ?

http://www.supagro.fr/web/pages/?idl=19&page=657&id_page=3140

- Une concertation avec le Syndicat « centre hérault » sur les perspectives d'une implication du Syndicat et du Lycée agricole de Gignac dans le développement de la plateforme de compostage de Chenini Gabès en Tunisie a été lancée en 2011. Il a été convenu d'une mission de diagnostic de la plateforme en début 2012 pour étudier les possibilités d'amélioration technique et de commercialisation. Cette initiative pourrait par la suite développer des liens entre le projet de coopération CG 34 / Gouvernorat de Medenine et les 2 autres plateformes de compostages en Tunisie (Gafsa et Chenini)
- Un module d'intervention du CARI au sein de l'UFR droit et Sciences politiques pour le Master 2 Opérateur en Coopération et solidarité internationale. C'est la seconde année consécutive que le CARI intervient

dans cette formation pendant 2 journées afin de partager son expérience de la solidarité internationale avec les étudiants de Master.

5.2. Des efforts renouvelés en communication :

Le magazine N° 3 du CARI a été publié en 1 000 et la totalité a pratiquement été diffusée par courrier et lors de rencontres diverses

10 lettres électroniques ont été publiées au cours de l'année 2011 et diffusées à 600 contacts à travers le monde (jointes en fin du document)

Par ailleurs le CARI a été cité dans la presse

- Grain de sel : co-auteur d'un article sur l'agroécologie
- Midi libre : 3 articles
- Video « ce que les leaders pensent » diffusé en plénière d'ouverture de la COP10 à Changwon
- Emission RFI « C'est pas du vent » les 18 et 19 juin dans le cadre de la journée de la Lutte contre la désertification avec SOS Sahel, la CNCOD et le CSFD.

5.3 Le maintien d'une dimension associative

Par suite d'un séminaire interne du CARI différentes options ont été posées en matière de meilleure structuration de l'ONG. Une phase de transition a été réalisée au cours de 2011 permettant de finaliser les modalités d'un transfert des compétences administratives et financières au directeur adjoint. Ceci a aussi donné lieu à une formation délivrée par l'ARDEC sur le suivi des écritures comptables.

D'autres chantiers comme celui de la vie associative destiné à mieux dynamiser le travail de bénévolat et de mieux associer les adhérents aux activités ont moins avancé.

Lors de l'AG de septembre 2011, une journée d'ouverture au public a pu être organisée en lien avec un agriculteur biologique et intervenant du CARI, Stéphane Pétrimeaux installé à St Martin de Londres. La visite des lieux démontrant une installation hors normes à base d'agroécologie a permis de se rendre mieux compte des réalités de cette démarche et des valeurs d'engagement qui la sous-tendent.

A l'automne le CARI a également accueilli avec grand plaisir deux anciens stagiaires de formations en agroécologie qui ont développé leurs propres activités dans leur pays : Thomas Togo, désormais maire de Pele au Mali et Mathieu Savadogo fondateur du centre agroécologique ARFA près de Fada N'Gourma au Burkina Faso. Les informations recueillies ont permis au CARI de mesurer le chemin parcouru en faveur de l'agroécologie.

5.4 L'accueil des stagiaires en formation et le compagnonnage :

Dans le cadre du partage des connaissances avec un public de jeunes diplômés ou en cours d'acquisition de leur diplôme, plusieurs stagiaires ont été accueillis au cours de l'année 2011 sur des durées variables.

Mathilde Bourdin étudiante en M2 Migrations Internationales - conception en projets de coopération au développement à l'université de Poitiers a contribué à divers travaux de synthèse et de diffusion de l'information en provenance des sites d'études du projet DESIRE et d'un document sur les migrations internationales

Caroline Van Nieuwenhove : étudiante en M2 Opérateur de coopération et solidarité internationale à la Faculté de droit de Montpellier a accompagné pendant 6 mois la coordination régionale du RADDO dans ses activités, notamment dans la préparation de la réunion de lancement du PACO 2, la réalisation du n°2 d'El Waha, le recensement sur le site internet des acteurs et des actions oasiennes, ainsi qu'une première approche sur le tourisme solidaire dans les oasis.

Dounia Karim, étudiante en Master 2 Philosophie et monde professionnel à l'Université de Bourgogne, Dijon a effectué un stage du 1^{er} mars au 30 juin 2011 qui a consisté à développer le secteur communication au sein de l'association CARI. Elle a travaillé à la production du n°3 du magazine « D'une terre à l'autre » en lien avec le comité de rédaction du magazine, à la réalisation du rapport d'activité 2010 du CARI, à l'élaboration des mensuels électronique du Cari'échos et dans sa globalité d'étudier les possibilités d'améliorer les aspects de communication de l'association aussi bien au niveau général qu'au niveau de ces projets.

Mélanie Favant, étudiante en M2 « Professionnel pratiques du développement » à l'université Montesquieu Bordeaux IV a effectué un stage portant sur la collecte d'expériences d'agroécologie parmi divers partenaires associatifs internationaux identifiés par le CARI et ceci en vue d'une publication « à dire d'acteurs » sur le sujet.

Le CARI remercie ces jeunes stagiaires pour le temps de partage au sein de la structure, pour les productions réalisées et souhaite à chacune d'entre elles que cet épisode a pu nourrir leur cursus professionnel.